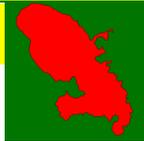


PATRIYOT

PATI KOMINIS POU LENDEPANDANS EK SOSYALIZM (PKLS)

Nouvelle série n° 78



AVRIL 2019

**POUR UN 1er MAI OFFENSIF
FACE AUX ATTAQUES MULTIFORMES
CONTRE LES TRAVAILLEURS**

1er MAI JOURNÉE INTERNATIONALE DE LUTTE
DES TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS.

**POUR LA PAIX,
POUR LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE,
POUR LE PROGRÈS SOCIAL !**

**ÉTALAGE DE CYNISME
DE L'ÉTAT FRANÇAIS
À NOTRE ÉGARD**

**SARGASSES:
Notre santé
en danger!**

**ASSEZ DE TROMPERIE
SUR UNE EUROPE
SOI-DISANT GÉNÉREUSE
HEURE DE "GLOIRE" POUR «NOS»
POLITICIENS EURORIDICULES**

**Poutji
« FWANSÉ
DEWÒ » ?**

**LA REALITE COLONIALE
EST INCONTOURNABLE**

**IL Y A 100 ANS:
L'INTERNATIONALE
COMMUNISTE**

PALESTINE : UNE RÉSISTANCE À TOUTE ÉPREUVE.

Bayalé

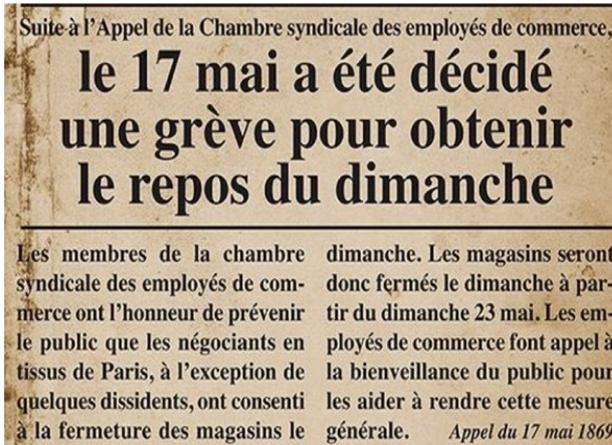
POUR UN 1^{er} MAI OFFENSIF FACE AUX ATTAQUES MULTIFORMES CONTRE LES TRAVAILLEURS

Après les nombreuses attaques portées par le grand patronat et le gouvernement de MACRON surnommé le président des riches, voire des supers riches, contre les travailleurs, les retraités, les plus démunis, ce 1^{er} mai 2019 ne saurait être une journée de fêtes mais de LUTTES.

Luttes pour faire valoir les multiples revendications du monde du travail mais aussi luttés pour RIPOSTER aux attaques frontales et brutales menées contre les acquis sociaux des travailleurs.

Manifestement ce gouvernement français qui démontre chaque jour un peu plus, que ses donneurs d'ordres sont la finance, le grand capital, le monde des affaires, ce monde qui n'hésite pas à verser à ses PDG des salaires qui donnent le tournis tellement ils dépassent l'entendement. Le monde qui considère comme normal de verser au PDG de Renault-Nissan un salaire de (tenez-vous bien) 45 000 euros par jour. Vous avez bien lu : par jour. Sans compter bien sûr les participations aux profits de l'entreprise, sans compter de nombreux avantages en nature, sans compter des retraites dorées qui se comptent en millions chaque année.

C'est dans ce monde où l'on échappe en grande partie au paiement de l'impôt en réfugiant ses avoirs dans des paradis fiscaux avec la complicité des gouvernements amis. C'est



Il y a 150 ans les travailleurs luttèrent pour le repos du dimanche

dans ce monde où l'argent coule à flot pour les dirigeants que le salarié payé au SMIC coûte trop cher et est une « charge » pour l'entreprise.

Il est clair que les intérêts de ces exploiters ne sauraient être les mêmes que ceux des exploités, des travailleurs. Toute la démarche de ses exploiters et des politiciens à leur service consiste à rogner sur le salaire direct et indirect des travailleurs pour accroître les profits capitalistes, restreindre le financement des services publics au service de la population, octroyer sous les formes les plus diverses de juteux cadeaux au patronat. C'est tout le sens des attaques soutenues et portées contre :

- les dispositions du droit du travail favorables aux salariés,



POUR UN 1^{er} MAI OFFENSIF FACE AUX ATTAQUES MULTIFORMES CONTRE LES TRAVAILLEURS



- l'augmentation des impôts et la multiplication des taxes,
- la restriction du pouvoir d'achat des retraités avec l'augmentation de la CSG,
- l'allongement programmé de la durée du travail pour l'accès à la retraite,
- les restrictions des prestations de la Sécurité Sociale,
- les restrictions des crédits des hôpitaux remettant en cause le droit à la Santé en particulier des plus démunis.

Le 1^{er} mai, les travailleurs, les retraités, les jeunes ont toutes les raisons de manifester en nombre contre une politique anti sociale acharnée.

Ils se doivent aussi de signifier au pouvoir colonial, à toute cette caste politique inconsistante et aux ordres du patronat arrogant, leur ferme opposition :

- face aux attaques contre les syndicats de lutte des travailleurs,
- face aux injures, aux menaces, aux calomnies à l'encontre de ceux qui assument la lourde tâche d'accompagner les luttes,

- face au recours systématique à l'appareil de répression judiciaire à l'occasion du moindre conflit du travail,

- face à l'arrogance des patrons refusant la négociation et préférant prolonger les conflits pour avoir les travailleurs « par le ventre »,

- face à la complicité des soit disant décideurs, élus « locaux » qui se rendent complices par leur inaction à la liquidation progressive de notre terre agricole,

- face à la violence de l'état colonial contre les occupants sans titre (comme au François récemment), et à la grande permissivité à l'égard des nantis occupant illégalement des parties du littoral, à l'emparement (comme à Sainte-Marie) par une béké (Suzanne Marie Despointes) d'un chemin rural séculaire ainsi que d'une partie du domaine public maritime, pourtant inaliénable (soit plus de 3 hectares soustraits à la collectivité en toute illégalité).

- face aux intimidations policières à l'encontre des citoyens mobilisés pour la défense du bien public,

- face à l'irresponsabilité dont fait montre l'état français du fait de l'empoisonnement de notre pays par le chlordécone et autres pesticides ainsi que face à la légèreté de son implication dans le traitement des invasions de sargasses preuve de son désintérêt de la sauvegarde de la santé des Martiniquais.

Oui, nous avons toutes les raisons de faire de ce 1^{er} mai une journée marquant notre volonté à ne pas baisser les bras pour remporter des victoires significatives qui ne peuvent venir que de la mobilisation populaire.



ÉTALAGE DE CYNISME DE L'ÉTAT FRANÇAIS À NOTRE ÉGARD. (ANNOU PA PRAN DLO MOUCHACH POU LÈT)

Que de « sollicitudes » à notre égard. Dans la même semaine nous avons eu la visite des deux ministres français, le ministre des colonies et le ministre de la Culture. Et ce n'est pas tout nous avons été comblé au-delà de toute espérance : un gros bateau porte le nom de notre ville capitale, « Fort-de-France » ; le tour des yoles est retenu pour être présenté à l'UNESCO comme patrimoine immatériel ; de nouvelles chances sont offertes à nos jeunes au niveau de l'emploi avec de formidables facilités faites aux entreprises pour embaucher. Toutes informations mises bout à bout laissent penser véritablement que l'État français s'occupe de nous et nous chouchoute. Or, il n'en est rien. Pire que de la poudre aux yeux. Elles traduisent le parfait cynisme des gouvernants français passés maîtres dans l'art du véglaj.



Quand Mme Annick Girardin, ministre des colonies venue inaugurer le porte-conteneur « CMA-CGM Fort-de-France », présente ce bâtiment comme un objet de fierté pour la Martinique, elle se moque de nous. Certes ce bâtiment contribuera au « rayonnement de l'expertise maritime française », mais pas à la Martinique. Ces navires conçus pour déverser au plus vite ces millions de marchandises concrétisent ni plus ni moins, la transformation de notre pays en pays de consommation de produits importés.

Ce sont des symboles de l'économie coloniale qui maintient notre pays en état de sous-développement. Pour la France qui veut faire



Macron et le mépris colonial

valoir à partir de « son » grand port situé à Fort-de-France son expertise maritime et aller à la conquête de nouveaux marchés dans la Caraïbe et l'Amérique du Sud, c'est une bonne affaire. Nous n'avons aucune raison de nous réjouir du sort fait à notre pays. Le fait qu'un porte-conteneur soit capable de déverser chez nous 3000 conteneurs en un seul voyage n'a rien de particulièrement réjouissant, même si pour nous flatter il porte le nom de notre ville capitale. Le fait que la CMA-CGM fasse transiter chez nous 3 millions de tonnes de marchandises par année est significatif du rôle assigné à notre pays.

Mme Girardin, dont c'est le rôle de nous faire croire que le gouvernement dont elle fait partie se préoccupe de notre développement économique, nous assure qu'elle a transformé en profondeur « l'écosystème économique ». Au nombre de ses actions « révolutionnaires » figurent des facilités administratives pour la déclaration des entreprises (grande réforme s'il en est), l'abaissement des charges pour réduire ce qu'elle appelle « le coût du tra-

**Le cynisme
nuit gravement
à la santé**

ÉTALAGE DE CYNISME DE L'ÉTAT FRANÇAIS À NOTRE ÉGARD. (ANNOU PA PRAN DLO MOUCHACH POU LÈT)

vail ». On connaît la nouveauté de la recette et sa difficulté ainsi que son efficacité, qui depuis qu'elle existe, à engraisser le patronat sans diminuer le chômage. La ministre le sait bien, mais ses annonces concoctées en haut lieu sont destinées à nous faire rêver et à susciter de l'espoir pour calmer les impatiences.

Les travailleurs de la Santé qui ne cessent de dénoncer le désengagement de l'État français au niveau du financement des structures de la Santé, le corps médical qui ne cesse de demander au gouvernement la prise en compte d'un examen épidémiologique des victimes de l'utilisation du chlordécone, les associations qui militent pour l'objectif Zéro chlordécone, celles qui alertent sur la faiblesse des moyens mis en œuvre avec l'invasion des sargasses, auront sans doute été heureux d'apprendre que la santé des Martiniquais était la préoccupation de la ministre des colonies.

En commençant sa visite chez nous par l'Institut Martiniquais du sport, Mme Girardin a voulu montrer l'intérêt qu'elle portait à la santé en assurant de son soutien le projet de l'Institut martiniquais des Sports de développer la pratique sportive. Fort bien. Sauf que les initiateurs de ce projet n'ont pas attendu Mme Girardin qui est loin d'ignorer le peu de cas que fait son gouvernement de la préservation de la santé des Martiniquais. N'est-il pas désolant de voir des « politiques » l'applaudir des deux mains et la remercier pour son accompagnement ».



Quand un préfet-gouverneur de la Martinique, qui semble avoir oublié la passivité de son gouvernement lors du relèvement par les autorités européennes du taux de chlordécone supportable pour nos organismes, déclare sans état d'âme que l'État français qu'il représente est engagé totalement pour un objectif Zéro chlordécone, de qui se moque t-il ? Croit-il que les Martiniquais ont oublié les récentes déclarations de son chef, le Président de la république française, qui s'opposant aux multiples avis du corps médical affirmait que le lien n'était pas scientifiquement établi entre les multiples pathologies qui se déclarent chez nous et en Guadeloupe (dont les cancers) et l'utilisation massive du poison dans les bananeraies.



Le cynisme des représentants de l'État colonial français semble être sans limites. C'est à qui excelle le mieux dans l'art de la tromperie, ou de la flatterie de nos orgueils pour mieux nous enfoncer.

À nous d'être vigilants.

PA PWAN
DLO MOUSACH
POU LÈT

EMMANUEL MACRON A LE CYNISME COMME SEUL PROJET POLITIQUE

SARGASSES: Irresponsabilité de l'État français qui méprise notre santé.



Depuis notre jeunesse nous avons entendu parler des sargasses avec la mystérieuse « Mer des Sargasses » qui se trouve dans l'océan Atlantique Nord dénommée aussi « Mer tranquille », une zone calme, avec peu vent et peu de vagues, ironie de la nature elle est située à coté de l'énigmatique et mythique Triangle des Bermudes.

Les 2 ont fait l'objet de contes et légendes rapportés dans de nombreux écrits et on pourrait y classer la prétendue découverte de cette mer par Christophe Colomb en route vers les Indes selon lui, qui a décrit une immense surface de végétaux en pleine mer et pour lui cela signifiait qu'il était proche de cotes, donc de la terre qu'il espérait. Encore un exemple de toute cette histoire inventée qui nous est enseignée depuis l'école par l'eurocentrisme colonial puisque longtemps avant Colomb des navigateurs avaient indiqué cette « mer végétale » et un géographe l'avait située au large des Açores. Le mot « sargasse » viendrait de l'espagnol « sargazo » qui veut dire « varech ». Elle fut appelée parfois « Mer de Varech » ou « Mer herbeuse ». La préoccupation des navigateurs et des scientifiques pendant longtemps a été d'expliquer cette masse abondante d'algues flottant et vivant sur une surface importante en ce lieu. Par la suite il a été démontré que les algues se déplaçaient à la surface de l'eau et se concentraient en ce lieu du fait des courants sur une surface équivalant à celle de l'Argentine, soit 6 fois celle de la France. D'autres zones de sargasses plus petites ont été signalées ailleurs.

Ainsi les sargasses (une centaine de variétés), et la mer des sargasses ont depuis longtemps fait l'objet d'études qui ont conduit à ce que les sargasses sont considérées comme jouant un rôle négatif ou positif selon le type d'environnement et l'état du milieu où elles se trouvent. Il y a plus d'une dizaine d'années la Mer des Sargasses appelée « Forêt tropicale dorée flottant sur l'océan » a été considérée comme un « écosystème emblématique » et qualifié de « site de haute mer ayant une valeur universelle exceptionnelle ».

L'existence, le déplacement, les invasions, la concentration importante des sargasses ne sont pas chose nouvelle. Il y a longtemps que des études sur les sargasses dans divers domaines sont menées et dans plusieurs pays des expériences sont menées avec les sargasses pour voir ce qu'on peut en tirer et comment faire pour empêcher l'invasion sur les cotes, alors que les autorités françaises nous mènent en bateau sur les sargasses pour nous faire croire qu'on serait dans l'ignorance totale sur les sargasses et tout ce qu'on peut faire c'est de l'expérimentation, de tâtonner, en attendant de disposer de solutions valables.

Si les sargasses existent depuis longtemps dans nos eaux et sur nos cotes, ce sont les invasions massives qui posent problème du fait des conséquences sur la santé et les conditions de vie des personnes, sur les conditions de travail des professionnels de la mer, vu la détérioration des appareils électroniques.

Depuis une dizaine d'années l'échouage des sargasses sur nos cotes a pris une proportion importante avec toutes les nuisances connues, décrites et répétées. Les algues lors de leur décomposition dégagent une odeur d'œuf pourri signe d'émanation de gaz hautement toxiques, notamment le H²S qui affecte



SARGASSES: Notre santé en danger!

notre système respiratoire, les yeux, le système nerveux, et qui peut être mortel suite à une exposition prolongée ou à forte dose.

Cet accroissement de la quantité serait dû, disent certains, aux modifications de l'environnement dans le monde. D'après les données disponibles les algues qui nous envahissent viennent de l'embouchure de l'Amazone et de celle du Congo où il y a une forte concentration de produits chimiques qui favorisent la prolifération. L'accumulation des sargasses en décomposition sur le littoral provoquent la mort des coraux et des herbes sous marines affectant les animaux qui s'y nourrissent. Les impacts sur l'écosystème sont très importants étant donné l'impréparation à faire face à ce fléau qui nous frappe depuis une dizaine d'années. Après les interventions inadaptées du préfet et des collectivités coloniales, le mal est encore pire. Ainsi on constate qu'on récupère des algues ayant séjourné des jours dans des zones contaminées par le chlordécone et autres pesticides et qui sont transportées ailleurs contaminant les lieux de dépôt ou d'épandage avec des risques de pollution des nappes phréatiques.

Tout le monde sait que la première mesure à mettre en œuvre est le ramassage loin des côtes et la technique est connue. Cependant cela demande des sommes importantes que l'État français ne juge pas nécessaire d'engager pour les colonisés que nous sommes. Bien entendu pas question d'investir dans une recherche pour la valorisation des sargasses.

Les sargasses sont devenues une plaie dans le quotidien de notre peuple, le constat que nous faisons c'est que là aussi le colonialisme reste fidèle à sa ligne de toujours à savoir traiter les problèmes liés à notre existence avec arrogance, mépris, toupet, et tromperie.

**ALGUES
SARGASSES
DANGER
TOXIQUE**

Notre peuple souffre, chaque jour un peu plus. Les années 2017 et 2018 ont été pires que les précédentes.

**MOBILISONS
NOUS**

L'État qui se prétend autorité ayant pouvoir à régler les problèmes liés à la protection des personnes et des biens, n'a rien fait ou si peu, en tout cas rien qui vaille.

Les élus « représentants de la population » se sont montrés incapables d'apporter des solutions car ils n'ont ni l'argent ni le pouvoir pour s'occuper de la santé des Martiniquais comme on le voit pour les structures de santé et comme dans le cas de l'empoisonnement avec le chlordécone et autres pesticides.

Leur mission, celle qui leur est dévolue par le pouvoir colonial c'est de s'agiter, de bavarder, pour faire croire qu'ils agissent dans l'intérêt de notre peuple, chose pas possible car ils sont tenus, au nom de leur mandat, de faire tout ce qui va dans le cadre de la vision française de l'administration de ce territoire volé au peuple autochtone qui y vivait avant Colomb. Ici les européens ont déversé leur « marchandise humaine » d'Afrique qu'ils ont esclavagisée, torturée, animalisée, pour faire prospérer leurs coffres forts et la France. Aujourd'hui c'est la même politique d'oppression, de domination, d'exploitation qui se poursuit dans l'intérêt de la France et de l'Europe.

Encore une illustration que pour notre santé, pour notre vie, nous n'avons rien à attendre du colonialisme français qui excelle dans son rôle d'aliénation et de dressage de serviteurs zélés plus empressés les uns que les autres à gonfler leur majol en quête de la récompense du maître.

Seule une mobilisation populaire, organisée, massive, nous permettra de mener la lutte pour obtenir des résultats positifs conséquents.

Mobilisons nous pour préserver notre santé et nos biens !

LE BILAN DESASTREUX DES DIRIGEANTS DE LA CTM

S'il n'y avait pas de raison de se faire des illusions, il faut quand même admettre que nous ne pensions pas qu'ils seraient tombés si bas, si bas qu'on s'inquiète de savoir où et quand vont-ils s'arrêter.

« Ils », ce sont les composantes de la majorité héritée du vote « territorial » de novembre 2015 qui dirige la CTM depuis plus de trois années.

Qu'est ce qui a changé pour les Martiniquais, que ce soit au niveau de l'économie, du chômage, de la dépendance alimentaire, etc... ?

Rien. Absolument rien.

Comme nous l'avions dit, le regroupement dans une seule entité des compétences régionales et départementales n'allaient rien changer à la situation de notre pays. Cela a peut-être simplifié la bureaucratie coloniale, et encore, mais sur le fond, les martiniquais n'ont pas plus de pouvoir avant ou après 2015.

Car non seulement, rien n'a changé mais surtout, cela a empiré.

Qu'a pu faire la CTM face au scandale du chlอร์ดécone, des sargasses, de la crise du CHUM etc..., etc...

Rien, car cette collectivité n'a pas l'ombre d'un pouvoir de décision sur ces graves questions.

Pire, les dirigeants de la CTM n'ont aucune ambition et aucune capacité à se préoccuper de ces questions.

Non seulement l'addition de peu de compétences n'a donné que peu de compétences, mais il faut dire que les dirigeants de la CTM font ce que le maître colonial leur dit de faire, ils n'ont aucune volonté, ils n'ont aucun moyen politique, d'en faire plus.

Il est déprimant de voir les membres de cette assemblée se réunir chaque mois sans aucun débat de fond et passant leur temps à distribuer de l'argent dont une partie venant de l'Europe, ce, souligné de manière ostentatoire !

Les rares débats « politiques » comme par

exemple pour Albioma se sont traduits par des « pantalonnades », autrement dit un étalage de paroles inutiles et d'irresponsabilité.

Les dirigeants de la CTM ont si peu d'ambition qu'ils passent leur temps à mener des combats politiques. Contre le PPM qui aurait laissé un lourd déficit. Contre Nadeau qui a tort de se mettre d'accord avec le Préfet concernant les sargasses. Contre les syndicats qui mènent des « grèves politiques » (!) etc...

Ils sont tellement emmêlés dans ces combats politiques qu'ils oublient l'essentiel.

Ainsi, pendant 15 ans, « nos » élus avaient repris le mot d'ordre lancé par Marc Pulvar pour qu'il existe une autorité unique des transports en Martinique.

S'agissant d'une véritable « patate chaude » sans profit aucun à en tirer, le pouvoir colonial a accepté cette autorité unique. On y est et que se passe-t-il ? Jamais les transports publics n'ont jamais si mal fonctionné. Jamais la crise dans ce secteur n'a atteint un tel niveau.

Marie Jeanne et Boutrin pourront répéter pendant mille ans que ceci est de la faute de l'ancienne majorité régionale, de la CFTU qui est un appendice du PPM, des salariés qui ne veulent pas travailler etc... L'essentiel est pour les martiniquais de constater que ces politiciens sont incapables d'utiliser une compétence si mince soit-elle.

Bref, ces supposés dirigeants sont si engoncés dans leurs querelles internes qu'ils ne voient pas l'essentiel : ils se ridiculisent, ils ridiculisent leur peuple, ils renforcent l'aliénation coloniale consistant à laisser croire que notre peuple et « nos » élus seraient des incapables.

Pour les martiniquais, le Préfet et même l'archevêque Macaire sont plus en prise avec la réalité du pays que ces politiciens siégeant à Plateau Roy.

Sur le plan de la lutte de libération nationale, la gestion de la CTM depuis 2015 est la pire

Un bilan désastreux !

LE BILAN DESASTREUX DES DIRIGEANTS DE LA CTM

catastrophe que nous ayons connue depuis le « moratoire » de Césaire.

Ils en sont arrivés au ridicule de vouloir créer de toutes pièces un « symbole » pour le territoire en vue de combattre le drapeau Rouge Vert Noir. Même la pire droite des assimilationnistes n'y aurait pas pensé !

Comment distinguer une gestion du PPM et alliés, d'une gestion du MIM et alliés : RDM, PALIMA, mouvement APAL, écologie urbaine, PCM et « droites » désunies? Au MIM, on détournerait un peu moins ou pas du tout ? On est bien en peine de le savoir. On peut soutenir que les uns ou les autres ne changent rien de fondamental à la situation de notre pays.

Combien d'emplois a créé la CTM depuis 2015 ?

On sait qu'ils en ont supprimé en liquidant le CFPA (136 contrats de travail), en diminuant les contrats aidés (surtout ceux créés sous le PPM) etc....

Car non seulement la gestion de la CTM va à l'encontre de la progression de la conscience nationale mais cette gestion de la CTM est avant tout une gestion anti-travailleurs pour le patronat.

Il est fortement symbolique que le président du Conseil économique soit le délégué général du MEDEF. Il est bien placé car il s'est trouvé parmi les dirigeants de la CTM des amis de classe comme Monplaisir.

Il est vrai que ni le MIM, ni Marie Jeanne ne se sont jamais dits marxistes. On avait pensé quand même que notre « Chaben territorial » voulait laisser croire qu'il était du côté des « petites gens » même si en 2009 on l'avait vu du côté patronal contre la grève générale.

Ce qui frappe de la politique de la CTM depuis 2015, c'est son discours et sa pratique antisyndicale, contre les travailleurs.

A chaque mouvement de grève dans ou au

dehors de la CTM, on a entendu les mêmes cris hystériques contre les militants syndicaux. L'histoire retiendra que c'est sous la présidence de Marie Jeanne que les grévistes n'ont pas pu s'exprimer devant l'assemblée territoriale, sauf quand Lise s'est un peu réveillé. L'histoire retiendra que c'est sous Marie Jeanne que la CTM a appelé les policiers coloniaux et même des vigiles pour chasser des travailleurs de «son» Agora qu'il a osé appeler Frantz Fanon !

Nul doute que c'est un des corollaires de l'alliance avec la droite de Monplaisir.

L'alliance avec la droite départementaliste rappelle le « bout de chemin avec l'usine » de Lagrosillière ou l'alliance autour de Césaire aux lendemains de sa démission de 1956.

Mais ce n'est pas tout.

On a aussi le train de renoncements et trahisons des alliés du MIM se disant de « gauche » ou « marxistes » comme le PCM, le PALIMA et le mouvement APAL.

Le « petit peuple », les travailleurs, les combattants contre les inégalités, les défenseurs de la terre à ceux qui la travaillent, les protecteurs de l'environnement, les militants de la justice sociale, n'ont rien à attendre de la majorité de la CTM.



Quel bilan accablant ! Quel inventaire désespérant !

Quel désastre ! Quelle calamité !

Quelle moralité !

Une barricade n'a que deux cotés et les dirigeants de la CTM, malgré leurs efforts pour masquer la réalité, ont bien montré de quel côté ils sont : contre la nation Martiniquaise et contre notre peuple.

**BILAN D'UNE
GESTION
DESASTREUSE**

WOUJ, VÈ, NWÈ.

I bien planté
I pa ni rasin
I pa ni twon
I pa ni branch
I pa ni fey
I pa ni fwi
Mé i ka viv
Pas i planté an listwa pep nou
I né fok nou fè'y viv
Pas sé san pep-la ka fe'y viv
Sé pou sa i ka floté dépi an ti briz pasé
I a bo mouyé
I sé tranpé
I ka sek chak lè van souflé
Pou i ba nou fos lité.
Fok nou poté'y respé
Épi'y nou ka gloriyé
lé zansien ki pasé
lé konbatan ki tonbé
Tou sel i pa ké tjenbé
Sé ladjè ka woulé.
Si fok krazé brizé
Pou défann li annou drésé
Pou défann li sé pa pléré
Pou défann li annou lité
Fok pa kité'y sel an lanmen bouwo
Pas i pé ké drapo
I ké dra pou téré nou
Si sé pa brilé yo brilé'y
Pas i ni lodè libèté.
Nou pa rayi ta lé zot, sé ta nou, nou enmen
WOUJ, VÈ, NWÈ,
Drapo nou épi koulè'y drésé



WOUJ, VÈ, NWÈ.

Koulè'y sé koulè wouj san neg ki koulé
Koulè'y sé koulè vè latè manman nou
Koulè'y sé koulè nwè neg ki djok.

I la

Toupatou nèg soufè

Toupatou lapatri an danjé

Drapo nou

Ouben nou ka vréyé'y monté épi tout fos nou an bout bra nou,
pou lidantité nou

Ouben nou ka séré'y fò épi tout tjè nou anlè lestonmak nou,
pou limanité nou.

Sé épi'y nou ka espéré

Lè nou ped an konba sé li ki déchiré

Toutan ni nèg ki matraké, ki blésé, yo tjwé, yo fiziyé,

I pa ka kouché.

I dominé, i pé bité, i pé tonbé, i pé sonbré,

Nou pa ka dézolé, nou pa ka dézespéré, nou pa ka abandoné

Pas i ké viré lévé

WOUJ, VÈ, NWÈ !

J.P. ETILE



Poutji « FWANSÉ DEWÒ » ?

Lè nou ka wè sèten koté matjé : Fwansé déwò, ouben nou ka tann moun di : Fwansé déwò, sa ka fann tet anlo moun, sa ka fè katjilé épi bokanté anchay, poutji ?

Pou sèten moun sé pawol-tala, sé pawol rasis, é sa pa vré pies toubannman, pas dabou-dabò « fwansé déwò » vé pa di blan déwò, vé pa di non pli : tout blan ka viv Matinik foukan.

Sé dé mo-tala « Fwansé déwò » ka palé di réalité listwa ek politik Matinik, sé an bagay ki koumansé dépi misié **Desnanbuc** otjipé an tè ki té za ni moun, sé té Iwanakaera, i tjwé, masakré moun ki té ka viv trantjil, yo ka kriyé sa krim kont limanité, é sa fet anba lopsion rwa Lafwans épi légliz katolik. Kon dot péyi léwop Lafwans té adan an kouskouri opli kolonizé, **sa sé réalité é pèsonn pé pa di sa pa vré.**

Déziem krim kont limanité sé lè yo raché nèg lafrik pou mété yo esklav toujou épi konplisité légliz katolik, **sa sé réalité é pèsonn pé pa di sa pa vré.**

Bétjé, désandan kolon éwopéyen pran tout bon tè Matinik pou planté yen ki bagay pou vréyé lot-bò, yo ka fè bon lajan asou do travayé Matinik ki chak fwa yo doubout pou ni plis lajan sé kout fizi yo pran, jòdi anlo tè Matinik pwézonnen, **sa sé réalité é pèsonn pé pa di sa pa vré.**

An 1960 Michel Debré mété doubout BIMIDOM pou vidé Matinik di tout jénés-li, é an menm tan fè fwansé débatjé kon ti pen an péyi-a. Jòdi anpil matinitjé za vié, jénes ka foukan, zorey ka rantré. Lafwans ka mennen jénosid-la kon i té pwogramé'y, **sa sé réalité é pèsonn pé pa di sa pa vré.**

Lè yo mété Konsey Jénéral, Konsey Réjional épi CTM, ki sa sa sèvi adan dévlopman péyi-a ? Sé dé zouti léta kolonial fwansé mété pou dominé nou kon i lé, jòdi tout moun ka wè péyi-a ka koulé, tout vèglag-tala **sa sé réalité é pèsonn pé pa di sa pa vré.**

Lè ou gadé tout lotorité ka mennen péyi-a kon lékol, lapréfeki, lawmé, tribinal, lamarin, lagrikilti, lapech....sé yen ki fwansé ka mennen, dépi ni an gran sanblé asou dé bagay ki potalan ba Matinik, sé yen ki blan ou ka wè la télé, asou journal, adan anlo bagay ka fet Matinik, toujou ni an blan, politik blanchi péyi-a ké alé jistan ké ni plis fwansé Matinik ki matinitjé, sa vré moun ka babyé mé **sa sé réalité é pèsonn pé pa di sa pa vré.**

Lè léta kolonial fwansé épi sé bétjé-a pwézonnen tè Matinik, dlo Matinik, ki non sa ? tonnè-di-diè ! Sé pa an lot krim ?

Nou pé matjé anlo dot bagay léta fwansé ka fè pou dékalé piti –a-piti pep Matinik, kidonk poutji ou sé lé gadé lakay ou an moun ka fè'w wè mizè, an moun ki lé pran plas ou, an moun ka chèchè tout bagay pou rann ou malad, an moun ki pa lé ou pwodui, mé ki lé ou manjé sa i ka vréyé ba'w, an moun ki pa kon'w mé ki lé ou vini kon i lé.

Kouman ou pa lé mété moun-tala déwò ? pas ou sav sé ki moun, ou konnet-li.

Es ou anvé pep ou disparet ? Es ou anvé tout yich ou, sésé'w, frè'w, zanmi'w... tou sa foukan toupandan lot-la ka ka vini pran plas yo ?

Es ou anvé dèmen sé yen ki fwansé ki Matinik panmi dé ti matinitjé ?

Kidonk, pou sa ki pa té sav, sav atjolman poutji lè nou ka matjé « Fwansé déwò » sa jis, sa léjitim, sa adan larel libérasion nasional Matinik, pou pep Matinik pa disparet, sistem fwansé-a reskonsab sitiyaision- tala Matinik , annou fouté'y déwò .

Fo nou sav ni dot koté éti pep ka goumen pou mété otjipan déwò kontel manmay Lakows ki a 160 tjilomet Lafwans ka matjé toupato : « **I France-si fora, Corsica viva** » ki vé di an fransé : « **Français dehors, vive la Corse.** » ki kows ki fwansé, yo menm koulé, kidonk sa pa ni an patat lidé kou-lè rasis.



Fwansé déwò, sa jis, sa léjitim.

Lang matinitjé

MATJÉ LANG MATINITJÉ

Matinik ni anlo moun ka li épi matjé lang matinitjé, sé an bon bagay si Jòdi lang-lan adan jounal, radio, télé, tout kalté réklam, légliz kisiswa rèlijion-an...

Lang matinitjé sé an lang nef, I za fè an gran bout chimen, I ka vansé asou pwa ko'y pas pa ni pies lotorité politik pou ba'y an balan, Jòdi sé nou tout ki pou ba'y fos-la.

Menm si tout bagay poko obidjoul asou manniè matjé zépon natirel nou, fo sav ni dé reg ki la pou rédé nou, kontel ni anlo moun ki poko bien konprann a ki moman mété « Y » ouben « I ».

Adan an liv yo kriyé O BIDJOUL Jean Bernabé ka di:

Lè « Y » pa ka koumansé an silab ouben i pa an bout li ou ka mété an I.

Kontel olié matjé « nasyon » épi Y, i ka pwopozé matjé pito « nasion ».

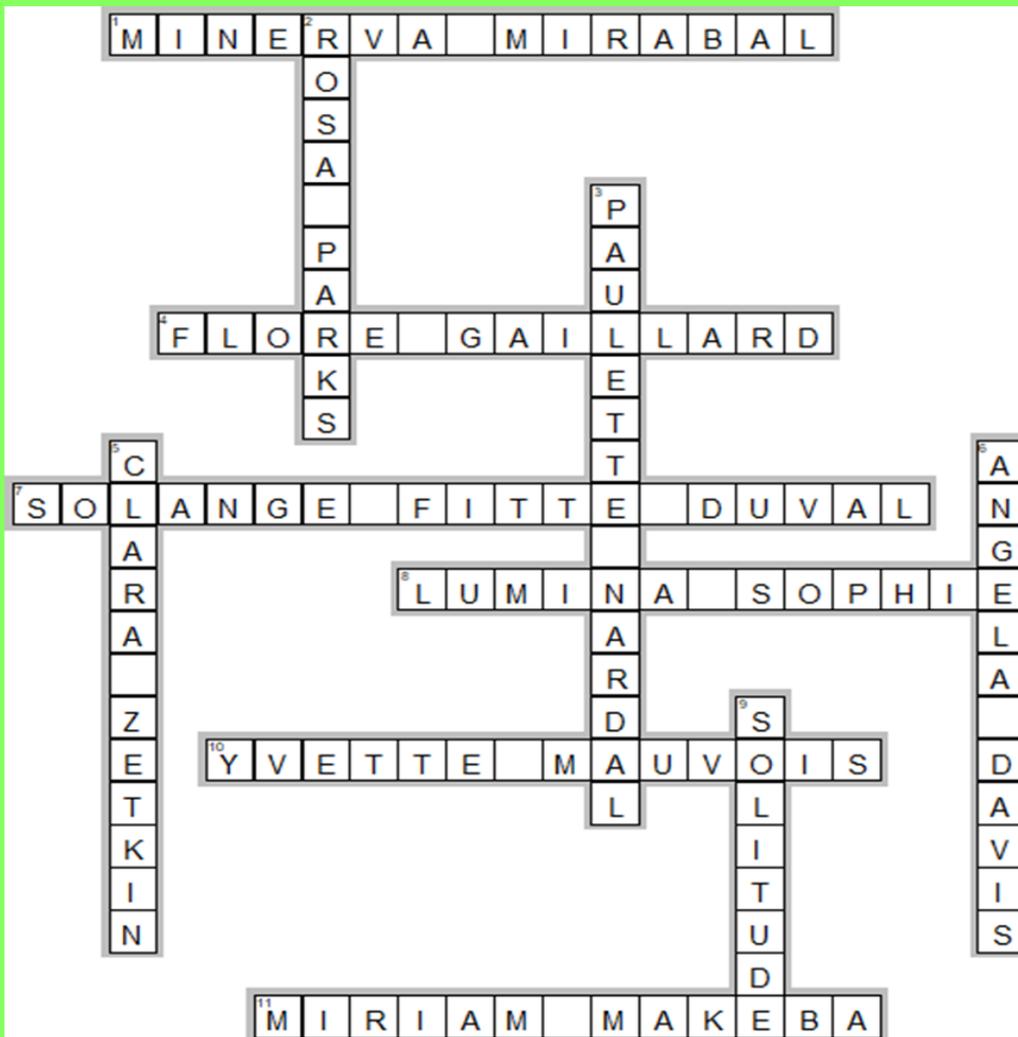
Nou ka matjé péyi pas Y ka koumansé dèziem siilab-la : pé/Yi

Nou ka matjé : yenyen, mayenguen, mayé, mayonnez, mayi, mabouya

Y ka rété lè i ka koumansé mo-a : yé, yélélé, yonn, yanm, yich, yol...

Y ka rété tou lé i an bout mo-a : kay, bagay, travay,

RÉPONS MO KWAZÉ MWA PASÉ



MANTOU MAYE JODI
(Serge Restog)



Mantou mayé jòdi.
Mantou mayé jòdi.
Jòdi sòti an tou'y.
Tou-a ki an mang-lan.
Mang-lan an jou lapli.
Lapli anni plen'y dlo.
Dlo-a ki ka fè'y konprann.

Konprann ki sé dan dlo.
Dan dlo lanmè i ni.
I ni pou'y ké kouri.
Kouri ponn anlo zé.
Anlo zé chak lanné.
Chak lanné bondié fè.
Pou'y fè dot ti mantou.

KRAB SEMAFÒT
(Georges de Vassoigne)

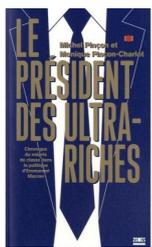


Yo ka viv ora dlo
La sab-la asé red
Pou yo pé fè tou yo
Lè lanm-lan ka vini
Epi chapo tjim li
Pou niché pié latè
Yo tout ka disparet
Men dépi i ripati
Yo ka viré paret

Epi gro mòdan yo
Ki ka sèvi fouchet
Pou mété an bouch yo
Tou sa ki ka pasé
Sa ki pa sav pé kwè
Sé an lapriyè

CHRONIQUE : Des livres à lire, peut-être !

« LE PRÉSIDENT DES ULTRARICHES », de M. PINCON-CHARLOT et M. PINCO (ZONES)



Il faut lire ce livre.

Ces deux sociologues proches de l'extrême gauche française ont l'avantage d'utiliser un langage compréhensible pour décrire des faits et des phénomènes que l'on veut nous faire croire compliqués.

Ils avaient déjà écrit un livre sur la présidence de Sarkozy, « le président des riches ».

Là, voici leur livre sur Macron, « le président des ultrariches ».

Il faut lire car on se rend compte que l'actuel président français n'est pas un homme politique mais une savonnette choisie par les puissants dont la promotion a réussi. A lire.

« ZWAZO », de G L'ETANG et V. PERMAL (Editions Hervé Chopin)

G. L'ETANG & V. PERMAL

ZWAZO

Récit de vie d'un prêtre hindou commandeur d'habitation à la Martinique

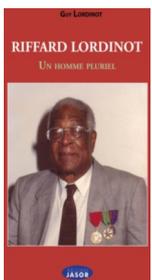


HC

Le titre complet de l'ouvrage est «Récit de vie d'un prêtre hindou commandeur d'habitation à la Martinique». C'est en fait une autobiographie de Antoine Tangamen (1902–1992) avec de parfaites et bonnes notes des auteurs. C'est un pan important de notre histoire et aussi un témoignage extrêmement intéressant. Zwazo parle de sa vie mais aussi de la vie des habitations et de sa vision de la société martiniquaise.

En 6 pages, il raconte, à sa manière, l'affaire des 16 de Basse Pointe et comment il fut décidé de ne rien dire sous les conseils de Gratiant mais surtout après une cérémonie où fut recueilli l'avis du « Saint ». Le plus beau est que Zwazo explique que c'est le parti communiste qui paya les animaux pour la cérémonie ! A lire absolument.

« RIFFARD LORDINOT, Un homme pluriel », de G. LORDINOT (Editions Jasor)



L'ancien maire de Sainte Marie a décidé de consacrer un ouvrage à son père. Riffard Lordinot fut effectivement le principal militant communiste aux lendemains de la seconde guerre mondiale à Sainte Marie. Il fut directeur d'école et comme les autres militants communistes ne cessa d'être pourchassé par l'administration.

Qu'un fils rende hommage à son père, rien de plus normal. Ce qui pose problème, c'est quand le fils veut faire croire qu'il a eu une démarche aussi rectiligne que son père. Quand on connaît le « zanzolage » sans principe sur le plan politique de l'auto-crate municipale de Sainte Marie, on comprend que Guy Lordinot tente de se trouver une virginité dont personne ne se souvient. Ouvrage regrettablement politicien.

« PAYSAGES HABITÉS du nord-ouest de la Montagne Pelée » de DEAL



L'administration coloniale peut avoir du bon. C'est rare et même extrêmement rare. Il s'agit d'une publication de 2013 de la Direction de l'Environnement et de l'Aménagement et du Logement (DEAL). Cet ouvrage est remarquable en ce qu'il raconte des territoires et leurs histoires, des hommes du présent et leur nature luxuriante. Les textes sont beaux. L'iconographie est magnifique.

C'est un bel ouvrage pouvant faire office de cadeau.

Pour la table de chevet et des lectures reposées.

« UNE VOIX POUR LE NORD » de M. JOUYE DE GRANDMAISON (SFFD Publications)



L'auteur est un personnage qui a compté dans la vie politique martiniquaise.

On espérait qu'elle avait écrit un livre de souvenirs sur sa carrière et ses souvenirs politiques. Elle aurait eu beaucoup à dire sur sa volonté répétée d'accéder à la tête de la mairie d'Ajoupa Bouillon. De même, sur la lutte des clans au sein de son premier parti le PPM dont son mari a été aussi un poto-mitan. Eh ben non !

Nous avons un ouvrage à l'inverse de sa personnalité, un peu insipide où elle a collationné articles de presse, expériences associatives etc...

Compilation intéressante pour un sociologue ? Décevant.

LA REALITE COLONIALE EST INCONTOURNABLE

Un proverbe dit qu'on peut tromper une personne tout le temps, on peut tromper tout le monde quelques temps mais qu'on ne peut tromper tout le monde tout le temps.

Cela est peut-être vrai mais ce n'est pas aussi simple.

Une société, de quelque époque qu'elle soit, est composée de classes sociales dont une domine les autres.

La société martiniquaise connaît schématiquement trois classes :

La caste békée qui possède l'essentiel de la terre et des entreprises (commerciales, industrielles etc...)

La petite et moyenne bourgeoisie « de couleur » qu'on retrouve dans les professions libérales, la fonction publique et un peu l'économie (artisanat et services, principalement)

Les masses populaires composés des ouvriers, des petites gens vivant dans la précarité, des chômeurs etc...

A cette réalité sociale capitaliste se rajoute un complément colonial.

Toute la société martiniquaise est sous la domination d'un pouvoir extérieur, le pouvoir colonial français. Pour exercer cette domination, il possède en Martinique un important appareil administratif, policier, militaire, judiciaire dont la mission est d'assurer le maintien de cette domination.

Dans le sillage de cette présence coloniale se sont aussi installés en Martinique des français ou autres allogènes européens qui profitent de leurs avantages pour gérer des sociétés et faire des profits.

L'interpénétration de la société martiniquaise dominée et du colonialisme n'est pas appréciée de la même manière par les composantes des classes et groupes sociaux vivant en Martinique.

Les français vivant en Martinique sont intimement liés à la présence française. A l'exception d'une extrême minorité, ils ne conçoivent leur présence en Martinique que dans le cadre du drapeau Bleu Blanc Rouge (BBR).

Les békés dont la domination s'affiche partout avec arrogance, du fait de leur insolente richesse, sont dans la même ligne avec un masque différent. Qu'on les considère comme une extension de la bourgeoisie française ou comme une bourgeoisie blanche compradore martiniquaise, les békés sont si minoritaires et tellement en dette avec la société martiniquaise qu'en l'état ils ne peuvent concevoir le maintien de leur position de dominant que si un pouvoir extérieur leur assure le maintien de leurs privilèges.

Les petits et moyens bourgeois sont dans une position ambiguë vis-à-vis du pouvoir colonial. Sur le plan économique, ils tirent de la présence française leur niveau de vie « occidental ». Cette dépendance économique fait qu'ils peuvent difficilement concevoir une rupture avec le colonialisme. Néanmoins, à défaut de pouvoir, ils savent qu'ils sont différents des français et voudraient bien que la France l'admette. Ils sont donc dans une permanente indécision, un zanzolage entre vouloir être martiniquais mais ne pas pouvoir l'assumer.

La quasi-totalité du personnel politique se recrute chez cette petite et moyenne bourgeoisie. C'est ainsi que ce comprend leur corruption intellectuelle et souvent financière, leur course vers les titres et l'apparat, leur incapacité à une opposition frontale et leur choix permanent de compromis boiteux.

Dans ce schéma, les masses populaires sont les laissées pour compte. Le colonialisme leur laisse quelques miettes au travers d'un assistant honteux et dégradant.

Ce sont les masses populaires qui ont le plus



LA REALITE COLONIALE EST INCONTOURNABLE

à gagner ou/et le moins à perdre à la rupture avec le colonialisme.

Pourtant, elles restent sous la domination idéologique de l'aliénation coloniale qui leur fait croire qu'elles sont des incapables à mener un projet collectif et aussi de l'idéologie assimilationniste ou de compromis des petits et moyens bourgeois.

La question idéologique est centrale dans le combat politique.

Si les masses prennent conscience qu'elles sont les plus nombreuses et aptes à diriger ce pays, aucune force, même la répression féroce des français, ne pourra leur résister.

En l'état des choses, force est de reconnaître que l'idéologie coloniale est encore prégnante dans la société martiniquaise, pour beaucoup elle annihile les capacités de résistance et de lutte des masses martiniquaises.

Ainsi, il est une question centrale que l'on peut formuler de différentes manières :

Pensée coloniale

Sommes-nous une colonie ?

Sommes-nous un peuple ?

Le jour où les masses répondront positivement à ces deux questions, de gré ou de force, le personnel colonial (du Préfet au Recteur en passant par les gendarmes et autres etc...) pourra retourner à Paris, les békés devront choisir leur résidence et la petite et moyenne bourgeoisie « de couleur » finira de zanzoler pour tenter de récupérer le mouvement populaire à son profit.

Or, pour le pouvoir français, nous ne sommes (plus ?) pas une colonie car nous sommes ou département, ou région, ou territoire, ou ce qu'il veut, mais pas un pays avec un peuple.

Pour Paris, il n'y a pas de peuple martiniquais mais une masse noire avec quelques traditions qu'on peut conserver pour les touristes de passage !

Pour nos politiciens petits bourgeois, le mot

colonie est un gros mot qu'ils craignent de prononcer. De supposés « grands grecs » comme Letchimy, parlent de situation post-coloniale, ce qui ne veut strictement rien dire. Pour Marie Jeanne, récemment il a dit à l'Elysée qu'« on » (il parlait de lui manifestement) a choisi de rester avec la France. S'agit-il d'un colon consenti ?

Contre l'aliénation coloniale

Quant à l'existence du « peuple martiniquais », nos politiciens l'admettent mais souvent ils vont rajouter des mots et des formules en diminuant la portée. Ils sont français mais avec une identité martiniquaise ou martiniquais avec une identité européenne.

De manière plus générale, on peut dire que la grande majorité des personnes vivant sur le territoire de Martinique se considèrent comme martiniquais même si elles semblent penser qu'il est préférable de rester français. Comme une sorte de français contraint !

L'argument colonial selon lequel nous ne serions plus une colonie car assimilés à la France est une supercherie juridique et politique qui ne résiste pas à un examen sérieux.

Sans rentrer dans de grands débats et théories, donnons quelques illustrations.

Aller dans n'importe quelle grande administration en Martinique, pas une seule n'est dirigée par un Martiniquais (sauf peut être Pôle Emploi). Est-ce à dire qu'il n'y a pas de martiniquais compétent ? Non, il y en a plein ou travaillant ailleurs ou chômeur ici ! Ce n'est pas simplement une question raciale (le racisme est la conséquence du colonialisme et non l'inverse) Les administrations sont contrôlées et

« Le colonialisme est un crime au profit du capitalisme français »

LA REALITE COLONIALE EST INCONTOURNABLE

LA NOUVELLE POLITIQUE COLONIALE DE LA FRANCE

dirigées par les français car c'est la France qui dirige la Martinique.

Récemment, la presse a annoncé que le gouvernement va se préoccuper de la pauvreté à la Martinique. Ah bon, il y a des pauvres. Eh oui, on serait français mais pauvre. D'ailleurs officiellement si en France il y a 14% de pauvres, le chiffre en Martinique est deux fois plus élevé, soit 33%.

Autrement dit quand vous marchez dans la rue, sur trois personnes que vous croisez, il y a un pauvre selon les normes internationales.

De même, en France, il y a un prisonnier pour 1000 habitants. En Martinique, le chiffre est de un pour 400 ! Deux fois et demie en plus. Pourquoi ? Parce que notre société est malade, fonctionne mal, a un important taux de délinquance et que les magistrats (français) mettent en prison plus facilement en Martinique qu'en France.

Prenez aussi le taux du chômage. Officiellement, il est près trois fois plus fort en Martinique qu'en France.

Et, il faut être clair. Dans la communauté française vivant en Martinique, il n'y a pas de chômage. Il existe même des sociétés qui se sont spécialisées pour trouver du travail pour les compagnons ou compagnes de français mutés en Martinique ! Chez les békés, les seuls ne travaillant pas sont ceux qui profitent de leurs bénéfices.

Principalement, c'est au sein des masses populaires que le chômage frappe, même si les enfants de la petite et moyenne bourgeoisie ont de plus en plus de mal à trouver un emploi.

Ce qui est aussi frappant c'est que le pouvoir français ne place aucune perspective pour diminuer vraiment le chômage, la pauvreté, la

délinquance, en bref, la dépendance et toutes ses conséquences.

Plus le colonialisme sévit et plus il prend comme prétexte les conséquences de sa présence pour justifier son maintien !

Le personnel politique ne se préoccupe pas de ces questions car il n'a aucun pouvoir de décision sur l'économie, la justice etc... Et sur le plan social, leur seule mission est de distribuer quelques aides et subventions !

Il est donc clair que dans la réalité nous ne sommes pas français et que la Martinique n'est pas la France. En aucune façon !

Dernier argument colonial, repris en chœur par « nos » politiciens batraciens, : même si vous n'êtes pas comme les français, vous êtes mieux que vos voisins qui ont choisi l'indépendance !

Il s'agit là encore d'un autre mensonge car les pays de notre environnement ont nettement plus progressé depuis leur indépendance que nous !

Aujourd'hui, le pouvoir colonial réussit à tromper encore beaucoup de martiniquais en leur faisant croire qu'il est, ou utile ou indispensable.

Or, le colonialisme est fondamentalement nuisible et notre situation nationale se dégrade à tous les niveaux.

Il faut donc mener le combat idéologique pour que les masses populaires soient convaincues de leur cause et de leurs intérêts.

Ainsi, comme en 1848, elles chambouleront ce vieux monde vermoulu qui nous mène à la catastrophe.

Le colonialisme n'est pas une machine à penser, n'est pas un corps doué de raison. Il est la violence à l'état de nature et ne peut s'incliner que devant une plus grande violence.

Politique coloniale

ASSEZ DE TROMPERIE SUR UNE EUROPE SOI-DISANT GENEREUSE HEURE DE "GLOIRE" POUR « NOS » POLITICIENS EURORIDICULES

Vous rendez-vous compte, la Martinique court la "chance" de disposer bientôt de plusieurs députés européens. C'est que plusieurs aspirants à la députation européenne ont su se frayer un passage et figurer en super bonne position (mais si..., mais si...) sur les listes de leurs partis "nationaux «de France. En quelque sorte, ils vivent leur éphémère heure de "gloire". Pour réveiller un électorat particulièrement réticent à se rendre aux urnes ils ont recours aux arguties les plus pitoyables.

Quelques exemples : l'un hier qui militait activement pour l'abstention aux élections européennes proclame aujourd'hui qui faut "changer notre regard sur l'Europe". Est-ce que parce que le grand méchant loup décrié hier est entré dans la bergerie et qu'il a dévoré toutes les brebis ? Est-ce parce qu'il a tout englouti et qu'il se comporte désormais en maître qu'il nous faut changer notre opinion sur le prédateur, ne plus le combattre et le caresser dans le sens du poil ? Si les revirements terrassaient leurs auteurs que deviendraient-ils ?

Un autre aspirant député européen qui sans crainte du ridicule prend la posture de l'emploi assure qu'une fois élu il fera bouger ses futurs collègues (plus de 6000) pour enfoncer dans leur crâne que les "DOM" sont dans l'Europe et qu'ils ont droit à des traitements de faveur.

Un autre encore plus tristement rigolo prétend se battre pour que les 27 états de l'union européenne renoncent à leur souveraineté pour se transformer en état fédéral. Rien que cela. Heureusement pour lui le ridicule ne tue pas.

Nos européistes ont tant de mal à con vaincre qu'ils ont tous dans leur hotte du père Noël des crédits en pagaille. L'Europe sermonnent-ils c'est de l'argent, de l'argent, à portée de main, de l'argent à ne pas laisser passer. De l'argent disponible pour le financement de "grands" projets qu'ils égrènent : un stade par-ci, une piscine par-là, un lotissement, l'agriculture. Ils ne manquent pas d'insister sur les "bidim" projets comme l'extension du port de Fort-de-France, l'agrandissement de l'aéroport, etc...



Autant d'arguments, pensent-ils susceptibles d'entraîner la conviction des électeurs sceptiques, le problème c'est que ces derniers avec leur bon sens se posent les bonnes questions. Pourquoi l'intégration forcée de notre pays à l'union européenne nous a laissé dans un tel état de sous-développement avec notamment une agriculture coloniale générant une quasi totale dépendance alimentaire, une économie à l'asphyxie, d'une pêche à l'agonie, d'une importation massive, d'un chômage endémique, d'une déportation de notre jeunesse, d'un assistanat avilissant, d'un massacre de notre biodiversité, d'une dilapidation effrénée de notre terroir agricole, etc... etc...

La soi-disant manne financière de l'Europe n'a donc pas empêché de telles calamités préludes de la liquéfaction puis de la disparition de notre peuple.

DES SUBVENTIONS INTERESSEES

Au lieu de faire miroiter les prétendus "avantages" que procurerait la poursuite de l'intégration de nos politiciens s'ils étaient moins avides de prébendes expliquerait à notre peuple que les divers fonds européens (FEDER, FEOGA, FSE) qu'ils nous présentent comme des mannes ne sont en réalité que des instruments aggravant notre dépendance mortifère à l'Union Européenne (UE). Loin d'être une chance cette intégration conduit à notre perte. Nous sommes bien loin d'un partenariat gagnant-gagnant, mais gagnant-perdant. Le grand gagnant étant en l'occurrence le tuteur européen indiquant à nos "zélus" qui se prennent pour des décideurs comment prévoir, orienter leurs actions, leur plan, tout cela en fonction d'une orientation économique en bénéfice des puissants capitalistes bien loin des intérêts fondamentaux de nos intérêts.

L'Europe pour se rendre populaire impose à

**HÔPITAUX - MATERNITÉS - EHPAD
NON À L'EUROPE QUI SAIGNE**

ASSEZ DE TROMPERIE SUR UNE EUROPE SOI-DISANT GENEREUSE HEURE DE "GLOIRE" POUR « NOS » POLITICIENS EURORIDICULES

nos "décideurs" de faire un maximum de publicité sur les fonds qu'elle verse pour les opérations d'intérêt communal. Cette publicité est obligatoire. Ce financement toujours bien venu permet à l'état français de se désengager financièrement et de se soustraire à ses obligations d'équipement. L'essentiel n'est pas là. L'essentiel reste que les fonds alloués par cette Europe dominée par le grand capital servent en fait à financer les infrastructures permettant d'accroître les profits de groupes d'entreprises multinationales européennes. Ces fonds ne sont nullement des manifestations d'une quelconque solidarité ni des "aides" sur lesquelles s'extasient « nos » politiciens européistes, mais des investissements provenant de fonds publics et générant des profits fabuleux pour des entreprises privées. A cet égard le financement généreux des extensions à rallonge du port en est une parfaite illustration. Doter, la Martinique d'une infrastructure portuaire moderne, performante, capable d'accueillir les plus gros porte-conteneurs du monde déversant des millions de tonnes de marchandises dans notre pays puis vers les pays de la Caraïbe et l'Amérique du Sud est une source de profits colossaux qui rentabilise largement l'investissement.

Autre exemple montrant que les subventions versées par l'Europe servent essentiellement aux intérêts capitalistes, celui de l'agriculture qui permet de comprendre l'indéfectible attachement des békés de la banane à l'Europe au point de les transformer en européistes enragés. Ce sont eux qui en Martinique sont les principaux bénéficiaires de la politique agricole de l'Europe (la PAC). Ce sont eux qui perçoivent de juteuses subventions pour la banane. L'Europe n'y voit aucun inconvénient, bien au contraire. Le maintien dans notre pays d'une agriculture coloniale caractérisée par la quasi monoculture est conforme à ses intérêts. C'est pour elle la garantie que notre pays colonisé reste un marché captif pour l'écoulement de sa propre production agro alimentaire issue d'une agriculture intensive comportant du reste



pleins de dangers pour les consommateurs. On comprend aussi pourquoi les fonds de la PAC qui sont, rappelons-le, des fonds publics, passent

loin, très loin de l'agriculture paysanne.

DES ECHANGES A NOTRE DETRI- MENT

Tout aussi grave reste l'accroissement continu du déficit commercial de notre pays avec l'Europe. La structure même de l'économie coloniale qui interdit tout développement véritable de notre pays fait la partie belle à l'Europe qui bénéficie amplement du déficit de notre balance commerciale.

Les subventions qui font rêver nos européistes ne sont rien en comparaison des profits générés par ce déficit. Dessus, ils perdent la parole.

DES "AIDES" QUE NOUS FINANCONS NOUS-MEMES

Quand nos politiciens décidément fâchés avec les chiffres et avec l'analyse économique font étalage avec insistance des subventions européennes, on reste persuadé que l'Europe telle qu'elle nous est présentée disposerait d'une sorte de trésor d'où elle puiserait des fonds qu'elle nous distribuerait comme à des enfants bien sages.

Or, il n'en est rien. Les recettes de l'Europe n'ont rien de mystérieux. Elles viennent de l'argent prélevé sur les peuples qui composent l'Union Européenne.

Les recettes de l'Europe proviennent de la contribution des 27 états membres. Chaque état prélève sur tous les produits vendus sur son territoire un impôt indirect appelé TVA (Taxe sur la Valeur Ajoutée) et reversée à la communauté en partie (1,4%) de cette TVA. Cette contribution des états représente 60% du budget de la communauté.

Une autre partie soit 30% du budget de l'Europe provient des droits de douane prélevés aux frontières sur les produits extérieurs à la communauté européenne. Une dernière partie



ASSEZ DE TROMPERIE SUR UNE EUROPE SOI-DISANT GENEREUSE HEURE DE "GLOIRE" POUR « NOS » POLITICIENS EURORIDICULES



soit 10% représente le prélèvement effectué dans les états les plus riches en fonction de leur produit national brut.

Les Martiniquais en payant la TVA sur les produits qu'ils achètent contribuent eux aussi au financement de la France mais aussi de l'Europe.

Pourquoi nos politiciens si bavards ne parlent jamais de la contribution des Martiniquais au budget de l'Europe. Pourquoi sont-ils frappés de mutisme sur ces chiffres ?

Ce n'est pas tout. Ils souffrent d'une autre grosse absence sur d'autres chiffres. Des chiffres qui prendraient en compte les conséquences des limitations imposées par l'Europe sur la perception de l'octroi de mer dans notre pays. Cette limitation imposée représente un manque à gagner supérieur au montant des rachitiques subventions versées annuellement à notre pays colonisé.

Autrement dit, la libre gestion de ce qui serait notre droit de douane, sans l'intégration forcée de l'Europe dépasserait annuellement le mon-



Non à l'Union Européenne Capitaliste, Impérialiste, Colonialiste

tant des subventions européennes. En plus nous serons épargnés du dictat des instances européennes quant aux critères des opérations subventionables. Autrement dit, les subventions européennes qui font tant baver nos européistes ne sont que des leurres.

Aujourd'hui comme hier, nous n'avons aucune raison de changer notre regard sur l'Europe. L'intégration de notre pays à l'Europe outre le renforcement de l'aliénation de notre peuple marque aussi le renforcement de l'exploitation capitaliste des puissances financières qui dominent les institutions européennes. Poursuivre cette intégration forcée c'est pour les gouvernants français de droite ou de gauche continuer à nier le droit de notre peuple à l'autodétermination et à notre indépendance nationale, c'est accroître les dangers qui menacent notre pays, pour la survie même de notre peuple.

N'en déplaise à nos aspirants eurodéputés et euroridicules qui se proclament européens. Le fort taux d'abstention qui caractérisera une fois de plus les prochaines élections européennes en Martinique malgré le chantage et les campagnes incitatives à aller voter, sera significatif. Du fait que la majorité de notre peuple ne se considère pas comme européen. Il lui appartient de s'affirmer en tant que peuple et d'exiger sa reconnaissance en tant que tel, d'en finir avec la domination coloniale française et européenne et comme nous y invite Frantz FANON de quitter cette Europe, cette Europe prédatrice sans foi ni loi, exploiteuse des peuples sous sa domination, pleinement responsable de leur appauvrissement et pilleuse de leurs richesses nationales. Cette Europe qui comme le constatait Frantz FANON "assassine à tous les coins de rue".

Oui, cette Europe dévoreuse et accapareuse, quittons-la... et laissons à leurs chimères cette petite caste d'euroridicules.



IL Y A 100 ANS ÉTAIT FONDÉE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE.

En Mars 1919 à l'initiative du Parti Bolchévique de Russie était organisée une conférence de partis de divers pays en vue de constituer la III^e Internationale.

A l'occasion du centenaire très peu de médias ont parlé de cet évènement historique majeur.

Quel fut le cheminement de cette étape historique du mouvement ouvrier international ?

Quelle fut sa signification et ses effets ?

Au milieu du XIX^e siècle le mouvement ouvrier, le courant pour le socialisme, qui se déroulait dans le cadre national a pris une autre dimension avec la « Ligue des Communistes » qui regroupait des révolutionnaires de différents pays européens prônant l'organisation des prolétaires en « parti mondial du travail » afin de développer les luttes pour le socialisme, et d'accroître la prise de conscience de la solidarité entre les travailleurs à travers le monde.

C'est ainsi que Le « Manifeste du Parti Communiste » rédigé par Marx et Engels en 1848 pour la « Ligue des Communistes » qui décrit avec clarté une nouvelle conception du monde et expose avec une rigueur remarquable les caractéristiques de la société capitaliste se termine par le

slogan « **Prolétaires de tous les pays, unissez-vous** ».

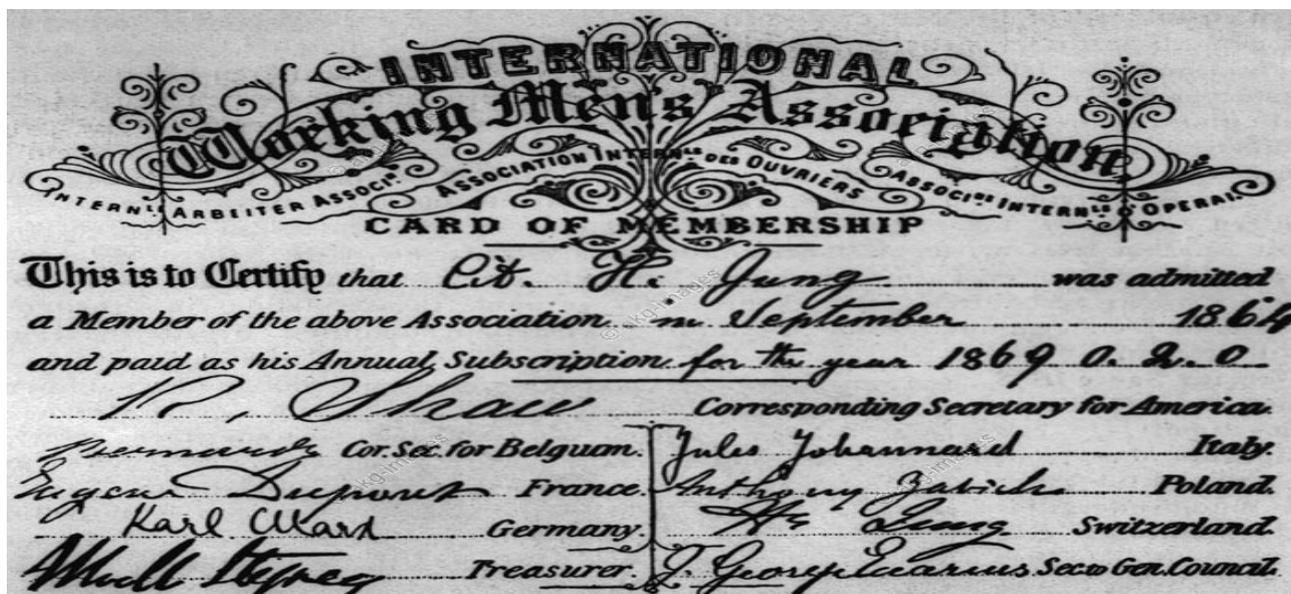
Dans la continuité de cette tendance, « L'Association Internationale des Travailleurs », appelée la I^e Internationale, voit le jour en 1864 sous l'impulsion de Marx, elle n'est vraiment implantée qu'en Europe. Elle porte des idées comme la fraternité des peuples contre les tyrans, l'égalité des hommes par-delà les frontières, et la solidarité concrète. Elle définit son orientation stipulée dans ses statuts :

" *Considérant que l'émancipation de la classe ouvrière doit être l'œuvre de la classe ouvrière elle-même,*

- *Que l'émancipation économique de la classe ouvrière est par conséquent le grand but, auquel est subordonné comme moyen, tout mouvement politique.*

- *Que l'émancipation du travail est un problème qui n'est ni local, ni national mais social, embrassant tous les pays dans lesquels existent la société moderne et dépend pour sa solution de l'action solidaire, pratique et théorique des pays les plus avancés,*

- *Que le présent réveil des classes ouvrières dans les nations les plus industrielles d'Europe, s'il fait naître de nouveaux espoirs, doit servir d'avertissement solen-*



Carte de membre de la I^e Internationale. On y voit le nom de Karl MARX

IL Y A 100 ANS ÉTAIT FONDÉE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE.

nel pour ne pas retomber dans les vieilles erreurs et réclame l'entente immédiate des mouvements encore isolés.

Pour ces raisons, l'Association Internationale des Travailleurs a été fondée."

Cette internationale sera traversée par deux courants qui s'affrontent à savoir, un qui prône principalement une action mobilisant les travailleurs au niveau syndical c'est à dire pour l'aménagement de la société existante, l'autre qui exhorte à mobiliser les ouvriers pour la prise du pouvoir, pour la conquête de l'État. Elle va souffrir de cette dualité et de la répression qui sera exercée contre les socialistes dans plusieurs pays, ainsi que des conséquences de la guerre de 1870, elle va mourir en 1872.

La II^e Internationale nommée « l'Internationale Ouvrière » ou « l'Internationale Socialiste », (pas celle connue aujourd'hui où on retrouve des partis se disant socialistes) est créée en 1891 sous l'impulsion d'Engels. Elle va rassembler des socialistes de toute l'Europe et des États-Unis, puis va commencer au début du XX^e siècle, à toucher d'autres régions du monde.

C'est ainsi que les idées socialistes vont se développer aussi chez nous d'abord à Saint Pierre et après l'éruption de 1902, à Fort de France, puis dans toute la Martinique. Les socialistes sont très actifs dans le milieu associatif, mutualiste et impulsent le mouvement syndical, surtout dans la première décennie du XX^e siècle après la grève de 1900. Sont créés des syndicats comme celui de la métallurgie avec Joseph DEL dont une rue des Terres Sainville porte le nom. C'est la période où les mulâtres et les nègres s'impliquent réellement dans la politique avec le courant socialiste de Lagrosillière et propagent leurs idées notamment dans le journal « Le Prolétaire ».

Cette internationale va souffrir de luttes internes et de l'influence, dans les partis de nombreux pays, de l'anarchisme, de l'opportunisme et du réformisme et elle fe-

ra faillite avec la position de la majorité des partis en ce qui concerne la guerre 14-18. A propos de cette faillite Lénine a écrit : au lieu d'accomplir son devoir, « *elle traduit la trahison des partis actuels, leur mort politique, l'abdication de leur rôle, leur passage aux côtés de la bourgeoisie* ».

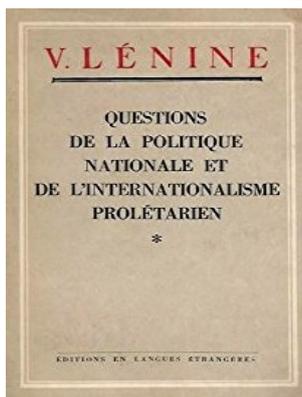
La III^e Internationale, dénommée « l'Internationale Communiste », est fondée en mars 1919, avec l'action de différents dirigeants communistes comme Lénine, Trotsky, Rosa Luxemburg, Klara Zetkin, Boukharine....

Elle s'inscrit dans le sens de l'internationalisme du mouvement ouvrier : solidarité internationale à l'occasion des luttes, instauration d'une société socialiste au niveau mondial, nécessité de mise en œuvre d'une stratégie internationale, pour tous les partis. Elle part de la nécessité de maintenir le marxisme-révolutionnaire contre le réformisme pro-capitaliste et de définir un programme en adéquation avec la lutte des classes à cette nouvelle époque du capitalisme celle de l'impérialisme que Lénine a qualifié de « *stade suprême du capitalisme* »

Elle met au point pour la première fois un projet révolutionnaire mondial qui visait à unir, dans la lutte contre l'impérialisme dominant le monde, le prolétariat des pays industriels, les peuples colonisés et le premier pays où les communistes avaient pris le pouvoir avec la Révolution d'Octobre 1917 en Russie. La plate forme établissait nettement la différence entre le communisme et le réformisme et indiquait qu'il n'y avait pas de troisième voie. Allant plus loin que la première Internationale elle adopte comme mot d'ordre : « ***Prolétaires de tous les pays, et peuples opprimés du monde entier unissons-nous*** ». Lénine à la conclusion de la fondation a dit que ce fut un succès « *parce que les masses prolétariennes du monde entier avaient mis toutes ces questions pratiquement à l'ordre du jour* ».

L'impact de la création de cette Internationale Communiste a des répercussions

IL Y A 100 ANS ÉTAIT FONDÉE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE.



dans le monde entier, impulse la création de partis de groupes, de mouvements qui s'affirment en rupture avec le courant socialiste qui a trahi les intérêts des prolétaires, l'idéologie de Marx et Engels en s'alliant avec la bourgeoisie,

notamment lors de la Guerre 14-18. Ces organisations prennent de plus en plus le nom de parti communiste. La victoire des ouvriers en Russie avec le parti bolchévique qui instaura la dictature du prolétariat a accru les affrontements entre les différentes tendances du monde ouvrier.

Chez nous aussi était présente la distinction des courants qui traversaient le mouvement ouvrier, qui animaient les débats entre socialistes, ceux qui étaient sur une ligne de rupture avec le système capitaliste à l'image de la Révolution russe, et ceux qui s'engluaient dans une démagogie réformiste.

Cela s'est traduit par la création du « Groupe Jean JAURES » par ceux qui regroupés autour de Jules Monnerot refusaient de suivre la ligne opportuniste et réformiste menée par Lagrosillière.

Ils prirent ce nom du dirigeant socialiste qui avait des positions claires sur le rôle et la lutte du prolétariat, qui s'était dressé contre la guerre. Ils avaient fait leurs les propos de Jaurès qui disait : « *le prolétariat a appris que c'était seulement dans sa force à lui, dans son organisation, qu'il portait l'espérance du salut, qu'il devait s'émanciper lui-même et pouvait seul s'émanciper* », et qu'il luttait pour : « *la société de demain et l'expérience collectiviste inscrites dans le cerveau des prolétaires* ».

Ce groupe qui va donner naissance au Parti Communiste va être très actif pour la création de syndicats et va publier le journal « JUSTICE » dont le 1^o numéro paraît le 8 mai 1920 qui paraît jusqu'à maintenant.



Lénine retraçant le cheminement de l'Internationale a écrit : « *La Première Internationale a jeté les fondements de la lutte prolétarienne internationale pour le socialisme. La Deuxième Internationale a été une époque de préparation du terrain pour une large, pour une massive propagation du mouvement dans plusieurs pays. La Troisième Internationale a recueilli les fruits du labeur de la Deuxième Internationale, elle en a retranché la souillure bourgeoise et petite-bourgeoise, opportuniste et social-chauvine, et a commencé à réaliser la dictature du prolétariat* ».

Il se situait dans la droite ligne des dernières lignes du Manifeste du Parti Communiste : « *Les communistes ne s'abaissent pas à dissimuler leurs opinions et leurs projets. Ils proclament ouvertement que leurs buts ne peuvent être atteints que par le renversement violent de tout l'ordre social passé. Que les classes dirigeantes tremblent à l'idée d'une révolution communiste! Les prolétaires n'y ont rien à perdre que leurs chaînes. Ils ont un monde à y gagner.* »

L'Internationale Communiste va être en réalité dirigée par le Parti Communiste de L'Union Soviétique. Si elle a impulsé l'internationalisme prolétarien, elle n'a certainement pas joué pleinement le rôle important qui était le sien. Devant la situation créée par la guerre 39-45, elle a été dissoute en 1943.

**VIVE LA SOLIDARITÉ ENTRE
LES TRAVAILLEURS!**

**VIVE LA SOLIDARITÉ ENTRE
LES PEUPLES OPPRIMÉS!**

VIVE LE COMMUNISME!

PALESTINE : LA « GRANDE MARCHÉ DU RETOUR » EXEMPLE D'UNE RÉSISTANCE À TOUTE ÉPREUVE.

Le 30 mars, est la Journée de la Terre en Palestine occupée par les sionistes.

Il y a un an, le 30 Mars 2018, les habitants de la bande de Gaza marquaient cette date en entamant les manifestations de la « Grande marche du retour » pour signifier leur refus de la domination colonialiste, raciste, fasciste, de l'État juif sioniste, leur exigence de la fin du blocus dont ils sont victimes, leur volonté inébranlable de retourner vivre sur leurs terres volées par les israéliens depuis 1948, de bénéficier de l'exercice de leurs droits inaliénables, de jouir de la liberté de vivre dans leur pays la Palestine, de pouvoir y établir un État.



An pep doubout djok

Semaine après semaine les Gazaouis se sont rassemblés à la frontière faite de barbelés installés par l'État juif sioniste d'Israël qui, depuis 12 ans, applique un blocus total à ce territoire de 360 km² (1/3 de notre pays) où vivent 2 millions de personnes dans des conditions déplorables, considéré comme la « plus grande prison à ciel ouvert au monde ».

Chaque semaine les manifestants donnaient le sens de leur engagement en portant les noms de villages et de villes dont Israël les avait déracinés. Conformément à sa politique terroriste l'armée israélienne a répondu de manière brutale à ces manifestations pacifiques. Chaque semaine les victimes étaient nombreuses, enfants, femmes, hommes, personnes âgées, handicapés, personnel de santé, journalistes, reporters. Aujourd'hui un an après, le bilan établi, reconnu, par des organisations humanitaires internationales est éloquent

et les instances de l'ONU récemment ont accusé Israël d'avoir commis des actes qualifiés de « crimes de guerre ». Mais rien n'est fait pour sanctionner les criminels.



L'engagement malgré les barbelés

Le bilan de cette répression colonialiste est lourd.

On décompte 300 tués dont 47 enfants, 30 000 blessés, dont bon nombre resteront gravement handicapés à vie. La barbarie s'illustra particulièrement le 14 Mai 2018, date correspondant à l'anniversaire de la Nakba, la Catastrophe, choisie par les USA pour inaugurer leur ambassade à Jérusalem. Ce jour ce sont plus de 60 palestiniens qui ont été tués dont 7 enfants. Les grands médias et beaucoup de ceux qui se parent « d'objectivité » ont toujours minimisé ces chiffres dénonçant un « antisémitisme ». Netanyahu dans une récente interview, qui sur divers points vaut son pesant de shekkels de cynisme, a déclaré : *"Plus de 300 Palestiniens ont été tués près de la frontière lorsqu'ils ont tenté de franchir la clôture et d'enlever nos soldats. Nous avons utilisé la force avec sagesse et puissance."* Et pour quelques shekkels de plus de cynisme il annonce à ceux qui veulent l'écouter qu'Israël n'évacuera pas un seul colon des terres qu'ils ont occupées, et ne divisera pas Jérusalem.

Cette « Grande marche du retour » est une manifestation populaire, pacifique, de toute la société de Gaza, de toute la population palestinienne. Des milliers de Palestinien(ne)s se sont également mobilisé(e)s pour commémorer le 30 mars la Journée de la terre et l'anni-

PALESTINE : LA « GRANDE MARCHÉ DU RETOUR » EXEMPLE D'UNE RÉSISTANCE À TOUTE ÉPREUVE.

versaire de la Grande marche du retour en différents endroits en Cisjordanie où durant le mois de Mars, 10 palestiniens ont été tués par l'armée israélienne qui a fait des dizaines de blessés.



La terre dans une main, le drapeau dans l'autre : l'âme de la lutte

Cette commémoration a revivifié l'esprit de résistance dont fait preuve en permanence le peuple palestinien. Rappelons que depuis 70 ans l'État sioniste d'Israël a maintenu constamment son agression multiforme contre le peuple palestinien et si depuis 10 ans les 3 guerres menées contre les Gazaouis en 2008, 2012, 2014, ont fait de nombreuses victimes et ont été médiatisées, c'est quotidiennement que les atrocités des autorités sionistes sont perpétrées dans toute la Palestine en violation des droits humains élémentaires.

La résistance palestinienne est présentée comme « porteuse de violence, relevant du terrorisme » et ceux qui sont solidaires de la noble cause palestinienne sont désignés comme complices et antisémites. La répression barbare exercée par les forces armées terroristes d'Israël est présentée comme « légitime défense », comme « mesures de sécurité », même si elle est caractérisée par des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, reconnus.

Une des manifestantes de Cisjordanie interrogée sur la permanence de cette lutte a dit : « *Nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes, et c'est aux jeunes de se battre aujourd'hui. Il y a des checkpoints partout, des soldats qui nous tuent, une colonisation qui ne*

s'arrête pas ». Un des manifestants de Gaza commémorant l'anniversaire interviewé sur le niveau de répression a répondu : « *Le peuple est plus fort que n'importe quelle force. Un million de martyrs sont morts en Algérie. Nous sacrifierons plus de vies afin de libérer notre terre* ». Une illustration de la profondeur de la détermination qui motive les palestinien(ne)s, qui ne se laissent pas envahir par la tristesse.

Pour eux, les Palestiniens n'ont pas d'autre alternative que de lutter pour leurs droits.

Ils ont compris comment le peuple palestinien est manipulé avec les soi-disant rencontres, colloques, accords, traités,... Ils ont compris ce qu'a écrit Frantz Fanon : « *L'ONU n'a jamais été capable de régler valablement un seul des problèmes posés à la conscience de l'homme par le colonialisme, et chaque fois qu'elle est intervenue, c'était pour venir concrètement au secours de la puissance colonialiste du pays oppresseur. En réalité l'ONU est la carte juridique qu'utilisent les intérêts impérialistes quand la carte de la force brute a échoué.* »

Ainsi les palestiniens sont discriminés, humiliés, agressés, attaqués, arrêtés, emprisonnés, condamnés, torturés, tués, assassinés, et ce, sans que l'émotion n'envahisse ni les journalistes « bien pensants » ni les « champions des droits humains » ni les « chantres de la démocratie » ni les « ténors de la communauté internationale », ni les « virtuoses du langage fourchu contre le racisme et l'antisémitisme » ni les serviteurs zélés du sionisme qui pavoisent, qui plastronnent aux côtés des « vedettes » de ce monde, qui se pavanent parce qu'ils foulent aux pieds toute notion de droit et tout humanisme. Tous les grands moyens de communication dans le monde s'évertuent à taire au maximum ce qui se passe en Palestine occupée.

Usant de leur langage trompeur, perfide, certains journalistes, certains politiques, certaines institutions qui se présentent comme honnêtes voire impartiaux, présentent les manifestations des palestiniens comme une réac-

PALESTINE : LA « GRANDE MARCHÉ DU RETOUR » EXEMPLE D'UNE RÉSISTANCE À TOUTE ÉPREUVE.

tion au blocus de Gaza, tentant ainsi d'occulter la raison essentielle à savoir la revendication collective, juste, légitime, de retour du peuple palestinien sur sa terre d'où il a été chassé et qui lui a été volée.

Nulle honte au niveau des bouffons du « bien-pensisme » qui nous abreuvent de ce que nous devons tenir comme discours correct, car selon eux, la critique du sionisme dans son idéologie violente, raciste et dans sa pratique fasciste, nazie, est de l'antisémitisme. Macron est de ceux-là quand du haut de sa docte arrogance il proclame : « *L'antisionisme est la forme réinventée de l'antisémitisme* ». Shlomo Sand historien juif israélien, lui a répondu par une citation de Nathan Rothschild (!), président de l'union des synagogues en Grande-Bretagne, gouverneur de la banque qui dans une lettre adressée, en 1903, à Théodore Herzl idéologue du sionisme et chef de file au niveau mondial, écrit : « *Je vous le dis en toute franchise je tremble à l'idée de la fondation d'une colonie juive au plein sens du terme. Une telle colonie deviendrait un ghetto, avec tous les préjugés d'un ghetto. Un petit, tout petit, État juif, dévot et non libéral, qui rejettera le Chrétien et l'étranger...* ». Rothschild, antisémite ?!

Très probablement, encore une fois, encore plusieurs fois, nous entendrons les propos les plus indécents et infâmes de la part de la part de tous les bien-pensants, ki pa ni pies kaka bò zié, pour justifier et glorié le sionisme et ses méfaits.

Certains veulent à tout prix faire admettre qu'en Palestine il s'agit d'une guerre « régulière », « classique » d'un combat à armes égales, quand on sait combien nulle symétrie ne peut être évoquée en pareille circonstance, quand on sait combien l'aide financière des USA à l'État juif sioniste est importante et multiforme notamment en matière d'armement. Ce sont des milliards de dollars qui lui sont versés, on se souvient comment alors que certains médias entretenaient le mythe de mécontentement entre Netanyahu et Obama, ce dernier avant de laisser la maison

blanche a fait mieux que son prédécesseur Bush, en offrant à Israël le plus beau cadeau jamais reçu en la matière à savoir 40 milliards de dollars. Il ne faut pas oublier qu'en plus de cela les États-Unis font Israël bénéficier des derniers armements les plus performants.



Les jeunes dans la lutte

Un caricaturiste pour illustrer la différence a représenté des reporters d'une même agence, un du côté de Gaza avec casque, gilet pare-balles avec l'inscription PRESS en gros caractères fluo, et un autre du côté d'Israël avec un banal T-shirt, ceci significatif du danger différent de part et d'autre. On pourrait aussi montrer du côté israélien les avions bombardiers et de l'autre les cerfs volants des palestiniens. Ce pourrait aussi être présenté avec d'un côté le système anti missiles THAAD, l'un des plus avancés du genre au monde, déployé récemment par l'armée US en Israël et de l'autre les écrans de fumée que font les palestiniens pour se protéger des tireurs d'élite et des avions de l'armée israélienne.

Ce sont toutes ces armes fournies par les complices d'Israël qui permettent aux sionistes leur arrogance en proclamant Jérusalem capitale d'Israël, le Golan syrien province d'Israël et à l'occasion des élections les candidats ont rivalisé de promesses d'annexions de nouveaux territoires. Ils visent de poursuivre leur génocide et d'accaparer toute la Cisjordanie, toute la Palestine, vide de Palestiniens. Ce sont ces armes qui sont utilisées contre la population palestinienne jour et nuit. Bien entendu cela est présenté comme une contribu-

PALESTINE : LA « GRANDE MARCHÉ DU RETOUR » EXEMPLE D'UNE RÉSISTANCE À TOUTE ÉPREUVE.

tion à la défense de la « sécurité du peuple juif » par ceux qui jouent avec le sentiment de compassion de certaines personnes du fait de la Shoah. Pour financer leur armement, les sionistes volent impunément l'argent des palestiniens et les USA suppriment leur contribution aux organismes d'aide aux réfugiés palestiniens, amoralité ou immoralité ? Dans une symbiose parfaite tous les impérialistes sont complices du martyre du peuple palestinien pour garantir leurs intérêts et maintenir leur domination sur les peuples du monde.



**Les femmes le cœur gonflé,
face à l'armée résistent avec des pierres.**

Cette Grande marche du retour est un exemple de détermination du peuple palestinien qui, avec fierté et dignité, malgré les souffrances, utilise tous les moyens pour défendre sa juste cause face au pouvoir sioniste qui dispose d'une force militaire importante, mais qui est faible moralement et dont la politique est vouée à l'échec. Malgré tous les obstacles, toutes les difficultés, le peuple palestinien garde espoir, comme dit le proverbe haïtien «*Toutan tèt poko koupé, fo espéré poté chapo* », sa victoire est conforme au sens de l'histoire.

La cause du peuple palestinien est celle de tous les peuples dans le monde. Nous devons dénoncer l'institutionnalisation officielle de l'apartheid, le vol illégal et illégitime des fonds appartenant aux Palestiniens, nous devons poursuivre les actions de boycott d'Israël avec la campagne BDS et appeler au boycott des manifestations internationales qui ont lieu en Israël comme l'Eurovision 2019 qui doit se tenir en Mai.

Tous les peuples se doivent d'exprimer leur solidarité à l'égard du courageux et héroïque peuple palestinien qui paie un lourd tribut dans la poursuite de sa Grande marche pour le retour sur ses terres, pour la récupération des clefs de ses maisons, pour l'accession aux sources d'eau qui alimentent la vie de la Palestine, pour la conquête de l'exercice de son droit à gérer lui même son destin.

**VIVE LA RÉSISTANCE DU PEUPLE
PALESTINIEN !**

**VIVE LA SOLIDARITÉ ENTRE LES PEU-
PLES MARTINIQUAIS ET PALESTINIEN !**

LA RÉPRESSION SIONISTE:

Le 30 Mars les palestinienn(e)s détenu(e)s dans les geôles israéliennes, à l'occasion de la journée de la terre ont décidé d'entamer une grève de la faim pour protester contre la détérioration continue et progressive de leurs conditions de détention et dénoncer le fonctionnement des tribunaux militaires qui les condamnent.

Pour avoir une idée de la répression de l'État juif sioniste sachez que :

En Avril 2019 les prisonnier(e)s politiques palestinienn(e)s sont 5.500 dont 50 femmes. 540 sont condamnés à perpétuité et 495 à plus de 20 ans de prison.

Depuis 2015, ce sont 10 000 palestinienn(e)s qui ont été emprisonné(e)s, depuis 1948 ce sont un million d'emprisonnés et plus de 50 000 tués.

Depuis l'an 2000 ce sont plus de 12 000 enfants (- de 18 ans) qui ont été arrêtés. Aujourd'hui ils sont 290 en détention dont 50 (-de 16 ans)

Leurs conditions d'arrestation et de détention ne respectent pas les droits humains, ni la Convention des droits de l'enfant, ils subissent la torture qui a été légalisée. Environ 20% des détenu(e)s ont de sérieux problèmes de santé.

**Devant la terreur que vivent les enfants,
l'Union Juive de France pour la Paix de-
mande la libération de tous les enfants.**

PALESTINE

Avec les poèmes de palestinien(ne)s, nous poursuivons la publication de paroles qui sont des larmes, de mots qui saignent de la colonisation, de la répression israélienne qui emprisonne, torture, assassine.

Les enfants palestiniens vivent tous les jours l'occupation sioniste colonialiste avec tout ce que cela représente.

Leurs paroles d'enfants avec les yeux ouverts sont une expression de souffrance et sont pleine d'espérance !

Voici 2 poèmes d'enfants qui résistent avec leurs frères et soeurs, avec leur peuple.

L'enfant Palestinien

Palestinien, Palestinien
c'est moi, l'enfant palestinien
Jérusalem dans mon cœur
Le symbole de l'amour
et la religion
Mon pays restera grand
par ses grands jardins
Ses palmiers et grenadiers
ses oliviers et ses figuiers
Je sacrifie avec mon âme
pour toi ma grande patrie
La Palestine
C'est moi qui dit ça
c'est moi l'enfant palestinien
L'enfant palestinien

Walaà SUKAR 15 ans

La fleur de mon pays

J'aime mon pays : la Palestine
J'aime les amis, j'aime la joie
J'aime la vie, j'aime la paix
Pour tous les enfants
Dans tous les pays
J'aime les fleurs
Et j'offre une fleur
À tous ceux qui aiment la Palestine
Pour l'amitié avec les enfants
Mais c'est une fleur qui n'est pas comme les autres
Car c'est une fleur de mon pays : la Palestine
J'aime mon pays la Palestine
Et les fleurs de la Palestine.

Rana DABAGHE 14 ans



Des centaines d'enfants sont torturés dans les geôles israéliennes

GAZA LA PLUS GRANDE PRISON À CIEL OUVERT



Une représentation du territoire de GAZA entouré, bloqué, enfermé, emprisonné, emmuré, séquestré, étouffé, par terre, par mer, dans les airs, par barbelés, par mines, par tranchées, par guerre, par bombes, par missiles, par balles, par destructions, par assassinats, par carnages, par holocauste, par génocide.

La bande de Gaza est une petite partie de la Palestine occupée depuis 70 ans par les sionistes qui ont créé l'Etat juif d'Israël.

Située entre Israël et la Méditerranée avec l'Egypte au Sud, c'est un territoire de 360 km² (la superficie des communes de la CACEM plus les communes autour, Gros Morne, Robert, François, Ducos) avec une largeur de 6 à 10 km et une longueur de 45 km. La population est de 2 millions d'habitants soit une densité de 5 500 (en Martinique elle est de 350). La ville principale Gaza avec 600 000 habitants a été fondée environ 2000 ans (2 siècles) av. Jésus-Christ.

Lors de la création de l'État d'Israël cette partie a été détachée du reste de la Palestine. Elle a été annexée par Israël après la guerre du canal de Suez et fait partie des territoires palestiniens confisqués par Israël après la guerre de 1967.

Lors des accords d'Oslo l'État hébreu sioniste a accepté que ce territoire soit administré par

l'Autorité Palestinienne, mais en fait a continué à l'occuper.

Devant le niveau de résistance de la population, Israël s'est retiré en 2006 et applique un blocus total, par terre, en mer, dans les airs. Depuis 2007 c'est le Hamas qui dirige Gaza.

Durant ces 12 années Israël y a déjà mené 3 guerres qui ont fait de gros dégâts matériels et de nombreuses victimes, et avec les bombardements opérés régulièrement ce sont des dizaines de milliers de personnes blessées, mutilées, assassinées par l'armée israélienne.

La situation économique et sociale est catastrophique à cause des sanctions imposées par Israël. Gaza dispose de peu de ressources naturelles et souffre de pénurie chronique d'eau. 60% de la population vivent sous le seuil de pauvreté, 80% dépendent de l'aide internationale accordée aux réfugiés, qui a des difficultés à y parvenir vu les entraves mises par Israël.

La situation humanitaire du territoire est intolérable, et les puissants de ce monde sont complices de la politique fasciste, nazie, de l'État juif sioniste responsable de cet état de fait. Les Gazaouis, donnent au monde un exemple de dignité et de résistance.



Caricature véridique

Site pkls : <http://www.pkls.org>
mail: pkls@pkls.org
mail: pkls.matnik@gmail.com

COMMUNIQUÉ

NON AU LYNCHAGE ANTISYNDICAL !

Le secrétaire général de la Centrale Syndicale des Travailleurs Martiniquais est sous le feu d'un harcèlement multiforme.

Face à ce lynchage orchestré utilisant divers moyens médiatiques, au-delà de la personne c'est le dirigeant syndical qui est visé.

Le PKLS dénonce cette agression qui s'inscrit dans la politique antisyndicale du patronat et du gouvernement.

Le PKLS apporte son soutien à Bertrand CAMBUSY et appelle les travailleurs à réagir face à la reprise de l'escalade d'une offensive antisyndicale.

Macron, les riches, le MEDEF, les Békés, portent atteinte aux libertés syndicales, veulent museler les syndicalistes et intimider les travailleurs pour faire passer leur politique ultralibérale (démantèlement des services publics, casse du Code du travail, baisse des pensions, recul du pouvoir d'achat, aggravation des conditions de travail, augmentation du chômage, licenciements, fermetures d'entreprises, avantages pour les riches, impôts et taxes pénalisant les pauvres, détérioration des prestations de santé, répression syndicale, accentuation du génocide par substitution....) une politique néfaste à notre peuple.

Ceux qui participent à cette campagne de lynchage, sous quelque forme que ce soit, se font les complices de ceux qui utilisent ces moyens pour perpétuer leur exploitation, leur profitation, leur oppression.

Ceux qui orchestrent ces manœuvres antisyndicales opèrent des manipulations malhonnêtes visant à reporter sur les salariés du transport les déficiences structurelles que connaît le transport dans notre pays depuis très longtemps cherchant à dresser les usagers contre les salariés, établissant une division au sein du peuple pour mieux le maintenir sous leur domination.

Face à cette situation les travailleurs doivent faire preuve de solidarité opposer une résistance en utilisant l'arme de l'unité face à l'ennemi de classe. Pour cela ils doivent faire converger leurs luttes, frapper ensemble et en même temps.

Martinique le 19 Mars 2019

Pour le PKLS

Jean Pierre ETILE

Matinik antan lontan

MOMAN LAVI



An ti moman dous dous



Yo ka pran an ti pété pié



Pandan i ka travay i ka bay bibwon



Dé pa kalenda



Sèbi ka woulé an lafet Lasavann



Antan tala té ni taksi pou moun vwéyajé

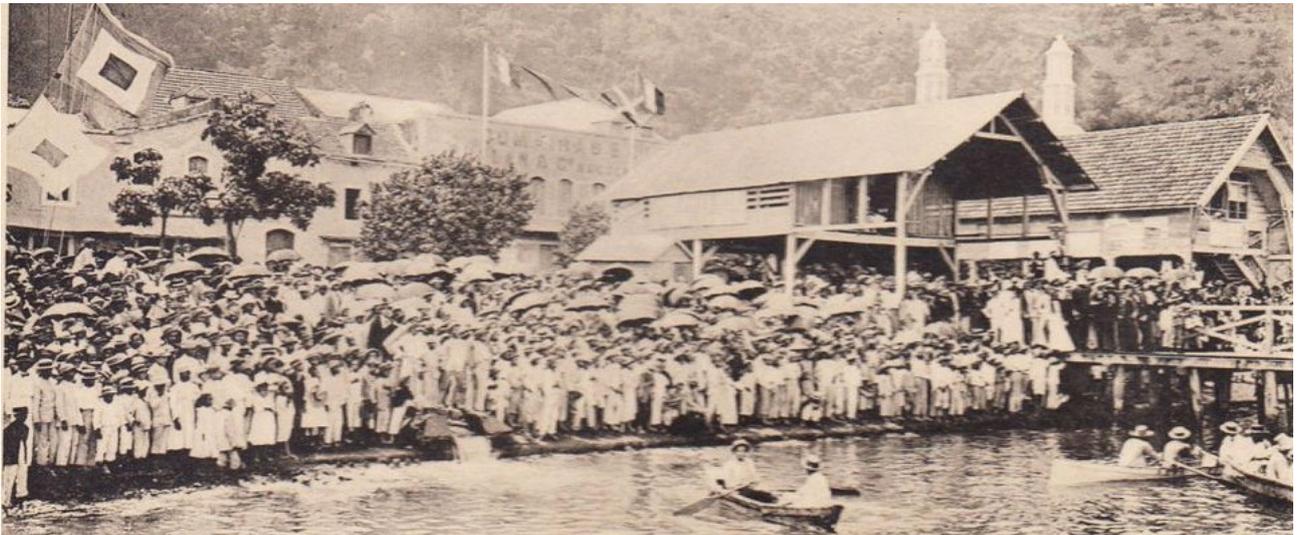
Matinik antan lontan



An gomié ka bay alé



Lawmé ka défilé an lari Fodfwans



Pep-la ka gadé kous gomié



An gouvènè nèf débatjé an péyi-a.

Pour mémoire nous publions des anciennes pages « une » de PATRIYOT, voici une page de juin-juillet 2015

PATRIYOT

PATI KOMINIS POU LENDEPANDANS EK SOSYALIZM (PKLS)

Nouvelle série n° 37



JUIN-JUILLET 2015

CESSONS DE NOUS ACCOMMODER
DU MEPRIS COLONIAL.



Fresque murale à Dakar commémorant le massacre de Thiaroye en 1944

LE TOURISME
EN MARTINIQUE :
OÙ EN EST-ON ?

HAITI :
LA DICTATURE
DES DUVALIER.

**NON,
NON,
NON,
AUX
FASCISTES,
AU
FASCISME,
AUX
LE PEN !**



**SOLIDARITE AVEC LE
PEUPLE GREC**

A consulter sur le Site du PKLS : <http://www.pkls.org>

PATRIYOT

Directeur de publication : J-P ETILE

Dépôt légal : Avril 2019

P.K.L.S. MARTINIQUE

PATRIYOT P.K.L.S. 2019 N° 78 PAGE 34